



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 10/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UNIVAR

Immeuble Cityscope
3 rue Franklin
93100 Montreuil

Références : 2025_UD33_CRA_919

Code AIOT : 0005200446

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement UNIVAR implanté 24, Rue Descartes 33290 Blanquefort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNIVAR
- 24, Rue Descartes 33290 Blanquefort
- Code AIOT : 0005200446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société UNIVAR exploite sur le site de Blanquefort un établissement qui réalise les activités suivantes :

- un stockage de produits chimiques essentiellement inflammables ou corrosifs, en vrac, en réservoirs aériens et en petits contenants ;
- une activité de remplissage de fûts et de GRV (1000 l).

Ces installations ont été autorisées par l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1995. Elles sont également réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/03/2025.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Ressources en eau, mousse et moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/03/2025, article 5.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Conditions particulières applicables au stockage de liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 24/03/2025, article 7.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Conditions particulières applicables au bâtiment 3I	Arrêté Préfectoral du 24/03/2025, article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Conditions particulières applicables au stockage de javel en réservoir fixe	Arrêté Préfectoral du 24/03/2025, article 7.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	PFAS	Règlement européen du 20/06/2019, article Règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Conditions particulières	Arrêté Préfectoral du 24/03/2025, article 7.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	applicables au stockage d'acide chlorhydrique		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée a permis de constater que le site est globalement bien exploité. L'inspection a néanmoins mis en évidence deux non conformités majeures :

- absence d'étude technico-économique concernant la mise en place d'un système d'extinction automatique incendie ou de déversoirs à mousse dans le magasin 3I ;
- absence d'un raccord vissé à pas inversé ou tout système équivalent au niveau de l'aire de dépotage d'hypochlorite de sodium.

L'inspection propose donc, à Monsieur le Préfet, un projet d'arrêté de mise en demeure, relatif à ces non conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ressources en eau, mousse et moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2025, article 5.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau, mousse et moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le taux d'application d'extinction, en cas d'incendie, des réservoirs aériens de liquides inflammables est a minima de 4 l/m²/min, par les déversoirs à mousse, réalisant une application douce, conformément à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé.</p> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve d'eau constituée au minimum de 140 m³ [...]; - deux canons à mousse sur roues tractables de 90 et 120 m³/h ; - une réserve d'eau de 88 m³ et une réserve d'émulseur de 3,1 m³, associées à un groupe motopompe d'environ 270 m³/h, alimentant le système d'extinction automatique des réservoirs aériens fixes de liquides inflammables ; - quatre poteaux incendie internes alimentés par le réseau incendie interne pouvant délivrer en fonctionnement simultané 60 m³/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars, alimentés par le réseau public ; - deux poteaux incendie publics pouvant délivrer en simultané 60 m³/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars ; - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - des robinets d'incendie armés disposés sur 2 branches couvrant l'ensemble du site ; - des couronnes de refroidissement sur les réservoirs aériens de liquides inflammables ; - des déversoirs à mousse dans les rétentions des réservoirs aériens de liquides inflammables ; - des déversoirs à mousse dans la rétention du stockage extérieur de récipients mobiles de

liquides inflammables ;

- une extinction automatique à la mousse dans le auvent de dépotage des liquides inflammables.

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification annuelle de la disponibilité des débits en fonctionnement simultané. Dans le cas où les quatre poteaux incendie internes ne sont pas en capacité de délivrer simultanément 60 m³/h chacun sous 1 bar de pression, l'exploitant démontre que les autres moyens disponibles répondent aux besoins identifiés pour les différents scénarios dans l'étude de dangers.

L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie conforme à l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé.

Constats :

Des essais du taux d'application ont été effectués par la société DESAUTEL. La conclusion des essais démontre que cette prescription est respectée. Les résultats des essais réalisés par la société DESAUTEL sont :

- pour la cuverie : 3705 l/min pour 3177 l/min ;

- pour le stockage 2S : 1820 l/min pour 1824 l/min.

Le site dispose d'un bassin de 140 m³, en plus des besoins propres pour l'extinction, le refroidissement et la non reprise d'un incendie.

Le site dispose de deux canons à mousse sur roues tractables, dont le débit n'a pas été vérifié par l'inspection des installations classées.

L'exploitant dispose de deux cuves de 54 et 40 m³ d'eau et d'une cuve d'émulseurs de 4 m³ associées à un groupe motopompe dont le débit n'a pas été vérifié lors de l'inspection, destinés à alimenter le système d'extinction automatique des réservoirs aériens fixes de liquides inflammables. Il est à noter, que lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que la quantité d'émulseurs dans la cuve était d'environ 3 m³ d'après la jauge.

Le site dispose de 4 poteaux incendie privés. La vérification du débit de ces poteaux, sous 1 bar de pression, en simultané, doit être réalisée, par la société DESAUTEL, en début d'année, d'après l'exploitant.

Le site dispose de deux poteaux publics. La vérification du débit de ces poteaux, sous 1 bar de pression, en simultané, a été demandée par l'exploitant à la mairie de Blanquefort, puis au SDIS 33 en l'absence de réponse de la mairie.

Le site dispose de plusieurs extincteurs sur roues de 50 kg, d'un extincteur sur roue de 85 kg et d'extincteurs portatifs. Il dispose également de robinets d'incendie armés.

Les réservoirs aériens sont équipés de buses et non pas de couronnes de refroidissement.

Des déversoirs à mousse sont installés dans les cuvettes de rétention des réservoirs aériens de liquides inflammables.

Les déversoirs à mousse dans la rétention du stockage extérieur de récipients mobiles de liquides inflammables sont actuellement hors service. Aucun récipient mobile de liquides inflammables n'est stocké dans cette rétention en raison de la chute du mur séparant cette rétention de la rétention des réservoirs aériens de liquides inflammables.

Le site dispose de buses dans le auvent de dépotage des liquides inflammables permettant une extinction automatique à la mousse.

Le site dispose d'un plan de défense incendie intégré au POI décrivant notamment les calculs des besoins en eau et en émulseurs. L'inspection des installations classées n'a cependant pas vérifié la conformité de ce plan au regard de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. Elle le fera lors d'une prochaine inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à avoir une quantité d'émulseurs d'au moins 3,1 m3 pour l'extinction automatique incendie des réservoirs aériens fixes de liquides inflammables (buses et déversoirs à mousse).

L'exploitant fournira avant fin 2025, la vérification que le débit, en simultané des deux poteaux incendie externes au site et des quatre poteaux incendie internes au site. Dans le cas où ces poteaux ne fourniraient pas le débit requis (60 m3/h) sous 1 bar de pression, en simultané, l'exploitant mettra en place des moyens compensatoires (réserves d'incendie par exemple) sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Conditions particulières applicables au stockage de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2025, article 7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions particulières applicables au stockage de liquides inflammables

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral du 24 mars 2025, article 7.1 :

Le stockage en récipients mobiles de substances ou mélanges dangereux ayant une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 est limité à 100 tonnes en contenants fusibles.

Avant tout stockage de liquides inflammables dans la cuvette 2S, l'exploitant met en place deux murs coupe-feu REI 240 :

un mur REI240 de 3,5 mètres de hauteur minimum qui sépare le stockage extérieur de liquides inflammables en récipients mobiles et le bâtiment 1S ;

un mur REI240 de 7 mètres de hauteur minimum qui sépare le stockage extérieur de liquides inflammables en récipients mobiles et les récipients aériens fixes de liquides inflammables.

Une détection de vapeurs inflammables (explosimètres) est présente au niveau du poste de dépotage des liquides inflammables, du poste de conditionnement des liquides inflammables et dans le bâtiment 3I.

Cette détection déclenche une alarme sonore. Cette alarme est reportée au bureau logistique durant les périodes ouvrées et à une société de gardiennage en dehors des heures ouvrées.

Les stockages de liquides inflammables respectent les dispositions suivantes :

- le stockage en réservoirs fixes respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 selon les modalités du premier tableau du II de l'annexe IX de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 ;
- le stockage en récipients mobiles respecte les dispositions du deuxième tableau du II de l'annexe IX de l'arrêté du 1er juin 2015.

Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 55 :

Surveillance et réseau de détecteurs.

A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...).

Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.

L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que la quantité de contenants fusibles H225 et H226 était inférieur à 100 tonnes. Il est à noter que le site ne stocke pas de liquides inflammables de mentions de dangers H224 et de catégories HP3.

<p>Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le mur de 7 m de hauteur séparant le stockage extérieur de liquides inflammables en récipients mobiles et les réservoirs aériens fixes de liquides inflammables qui était tombé, n'avait pas été reconstruit ; - le mur de 3,5 m de hauteur séparant le stockage extérieur de liquides inflammables en récipients mobiles et le bâtiment 1S, doit être démolé, puis reconstruit car il ne dispose pas des caractéristique E et I requises notamment. <p>Néanmoins, aucun stockage de liquides inflammables sur l'aire 2S n'était présent lors de l'inspection.</p> <p>Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que des détecteurs de vapeurs inflammables étaient présents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au niveau du poste de dépotage de liquides inflammables ; - au niveau du poste de conditionnement de liquides inflammables ; - dans le magasin 3I. <p>Cette détection est reliée à une alarme lumineuse et sonore. Elle est également reportée au bureau logistique durant les heures ouvrées et à une société de surveillance en dehors des heures ouvrées.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les rétentions des réservoirs fixes de liquides inflammables ne sont pas munies de détecteurs de vapeurs inflammables qui seront requis réglementairement pour le 1er janvier 2026.</p> <p>La conformité du stockage de liquides inflammables au regard de l'annexe IX de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 n'a pas été vérifiée lors de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place, sous 3 mois maximum, des détecteurs de vapeurs inflammables dans les rétentions des réservoirs de liquides inflammables conformément à l'article 55 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Conditions particulières applicables au bâtiment 3I

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2025, article 7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions particulières applicables au bâtiment 3I</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées une étude technico-économique ainsi qu'un planning de travaux relatifs à la mise en place d'un système d'extinction automatique ou de déversoirs à mousse dans le bâtiment 3I.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que cette étude technico-</p>

économique n'avait pas été réalisée. L'exploitant a indiqué attendre des devis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira, à l'inspection des installations classées, une étude technico-économique ainsi qu'un planning de travaux relatifs à la mise en place d'un système d'extinction automatique incendie ou de déversoirs à mousse dans le magasin 3I. Une mise en demeure est proposée, par l'inspection des installations classées, à Monsieur le préfet, concernant cette non conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Conditions particulières applicables au stockage d'acide chlorhydrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2025, article 7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions particulières applicables au stockage d'acide chlorhydrique
Prescription contrôlée : La cuvette de rétention du réservoir aérien fixe d'acide chlorhydrique 35 % est recouvert d'un caillebotis permettant de réduire la surface d'évaporation.
Constats : Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions particulières applicables au stockage de javel en réservoir fixe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2025, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions particulières applicables au stockage de javel en réservoir fixe
Prescription contrôlée : L'installation de dépotage raccordée au réservoir fixe d'hypochlorite de sodium est équipée d'un raccord vissé à pas inversé ou tout système équivalent permettant de décoter la probabilité du phénomène dangereux associé et ayant le même niveau de confiance.
Constats : Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté le non respect de cette prescription.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient d'équiper l'installation de dépotage raccordée au réservoir fixe d'hypochlorite de sodium d'un raccord vissé à pas inversé ou tout système équivalent permettant de décoter la probabilité du phénomène dangereux associé et ayant le même niveau de confiance, sous 3 mois maximum. Une mise en demeure est proposée, à Monsieur le Préfet, par l'inspection des installations classées, concernant cette non conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : PFAS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Risques chroniques, PFAS

Prescription contrôlée :

Restriction d'utilisation des émulseurs fluorés contenant des PFOS, PFHXS, PFOA, PFCA en C9-C14, PFHxA et leurs composés apparentés.

Constats :

Le site a connu un incendie, en 2009, au niveau des produits minéraux éteint par le SDIS facilement d'après l'exploitant et sans utilisation de mousse.

L'exploitant a indiqué, à l'inspection des installations classées, ne pas effectuer d'essais réguliers à la mousse.

Il dispose d'une cuve, double enveloppe d'émulseurs sans PFAS et de 3 GRV contenant des PFAS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de fournir la caractérisation des émulseurs avec PFAS utilisés sur site, ainsi que leur délai de remplacement par des émulseurs non fluorés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois